

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 20/05/2022

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



VIGNOBLES DOM BRIAL

14 AV MARECHAL JOFFRE
66390 BAIXAS

Références : 2022-096-PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement VIGNOBLES DOM BRIAL implanté 14 AV MARECHAL JOFFRE 66390 BAIXAS. L'inspection a été annoncée le 14/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

La précédente inspection a été réalisée le 25/04/2019.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :

- Thème 1 : action nationale sur les Fluides Frigorigènes Fluorés (FFF) (PC1 à PC10) ;
- Thème 2 : récolement des actions correctives apportées au constat de l'inspection de 2019 (PC11 à PC14) ;
- Thème 3 : points divers : stockage des produits dangereux / consommation d'eau / forage / vérification du disconnecteur / traitement des effluents (PC15 à PC19).

Le référentiel d'inspection utilisé est pour le thème « FFF », le Code de l'Environnement et pour les autres thèmes l'arrêté ministériel du 03/05/2000 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées sous la rubrique 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 20 000 hl/an) et l'arrêté d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIGNOBLES DOM BRIAL
- 14 Avenue Maréchal JOFFRE - 66390 BAIXAS

- Code AIOT dans GUN : 0006601375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La cave coopérative de Baixas a été créée en 1923. Aujourd'hui cette cave fait partie de la cave coopérative « Les vignobles Dom Brial » qui comprend le site principal de Baixas soumis à autorisation et les sites annexes de PIA et de BAIXANENCQUE soumis à déclaration.

L'ensemble des vignobles s'étend sur environ 1700 ha sur Baixas et les communes avoisinantes et le volume de vin produit chaque année oscille entre 70.000 et 80.000 hl.

Elle comprend l'ensemble des activités liées à préparation et au conditionnement du vin, à savoir : réception des raisins / égrapage / pressurage / fermentation / assemblage / élevage des vins / mise en bouteilles...

Pour exercer cette activité la cave dispose de quais d'apport, de fouloirs, égrappoirs, pressoirs, de cuves d'égouttage de fabrication et d'élevage.

Pour ce qui concerne les utilités la cave dispose d'un transformateur électrique, de compresseurs, de groupes froids, d'une chaudière de puissance inférieure à 1 MW, de bouteilles de CO₂, de SO₂ et d'Azote.

Le site est organisé autour de bâtiments de vinification, d'embouteillage, de stockage et d'une unité de traitement des effluents.

L'unité de traitement des effluents est un bassin d'évaporation forcée constitué de 2 bassins attenants de 1600 m³ (x 2) et de 24 panneaux d'évaporation « Nucleos ». Cette unité est dimensionnée pour le traitement annuel de 7000 à 8000 m³ d'effluents.

Historique administratif

L'activité de préparation et conditionnement du vin relève de la réglementation sur les installations classées suite à la création de la rubrique 2251 par le décret n° 93-1412 du 29/12/93.

La société coopérative « Les vignerons de Baixas » a déposé un dossier de demande de régularisation et d'autorisation qui a abouti à l'arrêté préfectoral n°46 du 06/01/1998 qui constitue l'acte administratif de référence.

Cet arrêté a été modifié par :

- l'APC n°802 du 19/03/2003 (création d'un bâtiment de stockage de produits finis et extension de la cuverie extérieure.)
- l'APC n°2017.311-0004 du 07/11/2017 autorisation de l'épandage des effluents.

Suite aux modifications de la nomenclature, la cave coopérative a déclaré le 06/04/2016 les activités d'utilisation de fluides frigorigènes (rubrique 4802 devenu 1185) et de SO₂ (rubrique 4130) et obtenu confirmation de la préfecture du bénéfice des droits acquis le 21/04/2016.

Les rubriques ICPE classées à ce jour sont les suivantes :

- 2251 « préparation conditionnement de vins » la capacité de production étant > à 20.000 hl, capacité autorisée de 95.000 hl/an → régime de l'enregistrement
- 2750 « station d'épuration collective », rubrique sans seuil soumis à autorisation. Le bassin d'évaporation forcée traite les effluents des caves de Baixas, Baixanencque et Pia.
- 1185-2a (ex 4802) Emploi dans des équipements clos en exploitation de fluides frigorigènes : équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg : 584 kg régime de déclaration.
- 4130-3b (ex 1131-3-c) (stockage sous forme gazeuse de substances toxiques (Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation) : quantité supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t : stockage de 1000 kg de SO₂ : régime de déclaration.

Les installations autorisées par arrêté préfectoral sont implantées sur les parcelles cadastrales :

- Unité de production : parcelles cadastrées sous les numéros B3879, A3384, B3608, A3231, AB96, AB101, AB103, AB104, AB150, AB151 et AB152 ;
- Unité de traitement : parcelles cadastrées sous les numéros B1616, B1619, B1620, B3898 et B3993 ;
- Unité d'épandage des effluents : parcelles cadastrées sous les numéros AA0052 et AA0067.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- bâtiments de vinification (rouge et blanc);
- groupe froid ;
- poste de dégrillage des effluents ;
- bassin de traitement des effluents.

Cette visite n'a pas amené de constat supplémentaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
PC12 - Récolement VI 2019 – Panneaux photovoltaïques	AM du 04/10/2010, article 30	30 jours

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une observation :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC15-Autres thèmes – Stockages	AM du 03/05/2000, article 10

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC1 - Thème FFF - Classement rubrique 1185	Décret du 22/10/2018, article 4
PC2-Thème FFF _ Interdiction CFC	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-93
PC3-thème FFF – Restriction HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article Art. 5 et 11 du Règlement SAO
PC4-Thème FFF – Restriction HFC	Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 13 et annexe III du Règlement F-GAZ
PC5-Thème FFF – Attestation capacité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
PC6-Thème FFF – Attestation d'aptitude	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106
PC7-Thème FFF – Contrôle étanchéité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81
PC8-Thème FFF – Réparation fuite	Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 3.3
PC9-Thème FFF – Recharge gaz	Code de l'environnement du 07/10/2016, article R.543-89
PC10-Thème FFF – Fiche intervention	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82
PC11-Récolement VI 2019 – disconnexion	AM du 03/05/2000, article 13
PC13-Récolement VI 2019 – Schéma des réseaux	AM du 03/05/2000, article 4-II.
PC14-Récolement VI 2019 – Contrôle étanchéité	AM du 03/05/2000, article 4-II.
PC16-Autres thèmes – Consommation d'eau	AM du 03/05/2000, article 12
PC17-Autres thèmes – Forage	AM du 03/05/2000, article 14
PC18-Autres thèmes – Traitement des effluents	AM du 03/05/2000, article 15

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC19-Autres thèmes – Traitement des effluents	AM du 03/05/2000, article 16

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 1 fait susceptible de suites a été relevé. Ce fait est récapitulé dans les fiches de constats figurant au rapport.

Ce fait susceptible de suites qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peut être mis en conformité rapidement, conduit l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 60 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

PC1 - Thème FFF - Classement rubrique 1185

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Vérification du classement
Prescription contrôlée : 1185. Gaz à effet de serre fluorés 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg =DC b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg = D
Constats : L'exploitant a transmis en préparation de l'inspection la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes présents sur le site de Baixas à savoir 10 groupes qui contiennent tous du HFC (4 groupes R134A, 1 groupe R410A, 1 groupe R407C, 1 groupe R404A, 3 groupes R442A) pour une quantité totale de gaz de 595,7 kg ; Cet inventaire recense également les climatisations des locaux : 18 équipements, dont 3 ont une contenance supérieure à 2 kg (respectivement 2,5 kg, 4,3 kg et 4,3 kg soit 11,1 kg) La quantité cumulée de fluide dans les capacités unitaires supérieures à 2 kg est donc de 606,8 kg ce qui confirme le classement sous la rubrique 1185-a. Cette quantité est légèrement supérieure à la dernière déclaration (584 kg).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC2 - Thème FFF : Interdiction CFC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-93
Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction d'utilisation des CFC
Prescription contrôlée : Art. R. 543-93 du code de l'environnement Toute personne détenant des fluides frigorigènes de la catégorie des CFC, y compris ceux contenus dans des équipements, s'en défait au plus tard le 1er juillet 2016. Ces fluides sont récupérés conformément aux dispositions de la présente section. Le présent article ne s'applique pas aux CFC contenus dans des équipements à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène.
Constats : Cf point de contrôle PC1 : les fluides frigorigènes utilisés dans les capacités supérieures à 2 kg sont des HFC. L'exploitant confirme l'absence de CFC. L'inspection a vérifié par sondage la cohérence entre l'inventaire (type de gaz présent dans les équipements et volume et quantité) lors de la visite de terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC3 - Thème FFF – Restriction HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article Art. 5 et 11 du Règlement SAO
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement SAO : Interdiction d'utilisation des HCFC
Prescription contrôlée : Art. 5 du règlement du 16/09/2009 1. La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Art. 11 du règlement du 16/09/2009 3. Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. 4. Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Cf points de contrôle PC1 et PC2 : L'exploitant confirme l'absence d'hydrochlorofluorocarbures (HCFC) dans les capacités supérieures à 2 kg. A noter que l'inventaire recense 4 climatisations dans les bureaux de l'étage (1,6 + 3 x 0,8 kg) fonctionnant au R22 (HCFC). Ces climatisations ont des capacités inférieures à 2 kg.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC4 - Thème FFF – Restriction HFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 13 et annexe III du Règlement F-GAZ

Thème(s) : Produits chimiques, Règlement F-Gaz : Restriction d'utilisation des HFC

Prescription contrôlée :

Règlement 517/2014

Article 13 – Restrictions d'utilisation

3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus, est interdite.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;

b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Annexe III

Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 :

12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150,

13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.

Constats : L'inspection a transmis à l'exploitant la plaquette de sensibilisation des détenteurs d'équipements du froid et clim établie par le ministère.

L'exploitant confirme avoir pris connaissance de ces éléments et réfléchira à terme à la possibilité de substituer les hydrofluorocarbures (HFC), dangereux pour l'environnement par une solution alternative.

L'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes précise la charge équivalent CO₂, soit 991,75 kg pour l'ensemble des capacités supérieures à 2 kg (soit une quantité très inférieure à 40 tonnes).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

PC5 - Thème FFF – Attestation capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Attestation de capacité
Prescription contrôlée : Art. R.543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.
Constats : L'exploitant a transmis en préparation de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• l'attestation de capacité des sociétés FROID SERVICE et Plomberie Pujol en application de l'article R.543-99 du CE ;• les cerfa (n°15497*02) fiche d'intervention sur les années 2019, 2020, 2021 et 2022 pour l'ensemble des groupes. Les attestations de capacité ont été délivrées par le CEMAFROID. La vérification des cerfa par sondage permet de constater que seules les 2 sociétés FROID SERVICE et Plomberie Pujol sont intervenues sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC6 - Thème FFF – Attestation d'aptitude

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106
Thème(s) : Produits chimiques, Attestation d'aptitude
Prescription contrôlée : Art. R.543-106 du code de l'environnement L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : L'exploitant a transmis en préparation de l'inspection les attestations d'aptitude des opérateurs qui interviennent sur l'équipement. La vérification des cerfa (n°15497*02) par sondage permet de constater la correspondance entre le signataire de l'opérateur et l'attestation d'aptitude.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC7 - Thème FFF – Contrôle étanchéité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle d'étanchéité
Prescription contrôlée : Art. R.543-79 du code de l'environnement Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2. Art. R.543-81 du code de l'environnement Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements. AM du 29/02/2016 (Art. 4)
Constats : La liste des équipements contenant des fluides frigorigènes comprend la périodicité des contrôles d'étanchéité (6 mois ou 12 mois), les dates des contrôles (depuis le 15/01/2019) et le résultat du contrôle : ici RAS pour tous les contrôles. L'exploitant a également transmis les cerfa (n°15497*02) justifiant la réalisation de ces contrôles. Lors de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage sur les groupes froids, la présence de la vignette mentionnant la date du prochain contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC8 - Thème FFF – Réparation fuite

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des émissions de gaz à effet de serre fluorés
Prescription contrôlée : Article 3.3 du règlement n°517/2014 du 16/04/2014 3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée dans le mois qui suit la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.
Constats : Cf points de contrôle précédent : pour tous les contrôles réalisés depuis 2019 il n'y a pas eu de détection de fuite par l'opérateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC9 - Thème FFF – Recharge gaz

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/10/2016, article R.543-89
Thème(s) : Produits chimiques, Réglementation fluides frigorigènes fluorés
Prescription contrôlée : Art. R.543-89 du code de l'environnement Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : Cf points de contrôle précédent : pour tous les contrôles réalisés depuis 2019 il n'y a pas eu de détection de fuite par l'opérateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches d'intervention
Prescription contrôlée : Art. R. 543-82 du code de l'environnement L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206. Art. 11 de l'AM du 29/02/2016 La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement. Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire « CERFA n° 15497 (2) » comme fiche d'intervention
Constats : Cf points de contrôle précédent : l'exploitant a transmis en préparation de l'inspection l'ensemble des fiches d'intervention pour les opérations prévues aux articles R.583-82 et R.541-45 qui correspondent au cerfa n°15497*02 prévu à cet effet. L'inspection a vérifié par sondage que les fiches sont signées conjointement par l'opérateur et le détenteur, et qu'elle mentionne le n° d'attestation de capacité et la date et la nature de l'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC11 - Récolement VI 2019 – disconnexion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, disconnexion
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application de l'article L. 232-3 du code rural, les dispositions des articles L. 232-5 et L. 232-6 dudit code. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.
Constats : Au cours de l'inspection du 25/04/2019 l'inspection a constaté que le site dispose de plusieurs points de raccordement au réseau public qui ne sont pas équipés de dispositif de disconnexion, ce qui a fait l'objet d'une demande de mise en conformité. En préparation de l'inspection l'exploitant a adressé : <ul style="list-style-type: none">• la facture du 12/06/2020 d'achat de disconnecteurs ;• la facture du 21/04/2022 de révision de 5 disconnecteurs. L'exploitant confirme que la cave est reliée au réseau de la ville et dispose de 4 points de raccordement (4 sur Baixas et 1 sur la cave de BAIXANENCQUE).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC12 - Récolement VI 2019 – Panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation photovoltaïque
Prescription contrôlée : L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants : [...] - une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie [...] L'exploitant identifie les dangers liés à un choc électrique pour les services d'incendie et de secours lorsque les moyens d'extinction nécessitent l'utilisation d'eau, et définit les conditions et le périmètre dans lesquels ces derniers peuvent intervenir.
Constats : Suite au contrôle de 2019 l'inspection a demandé à la SCAV Vignobles Dom Brial de mettre son installation photovoltaïque en conformité avec les dispositions de l'article 30 de l'AM du 04/10/2010. Pour mémoire la société SCV Dom Brial a adressé un porter à connaissance le 28/10/2014 pour informer le préfet d'un projet d'installation de panneaux photovoltaïques. La préfecture a confirmé par courrier du 23/02/2015 que ce projet ne constituait pas une modification substantielle. Le PàC ayant été adressé avant le 01/07/2016 l'installation est considérée comme une installation existante. De ce fait seules certaines prescriptions de la section Section V : Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque de l'AM du 04/10/2010, précisées à l'article 44, sont applicables pour les installations existantes. Par rapport aux obligations de l'article 30 de l'AM du 04/10/2010 qui précise les éléments qui doivent être tenus à disposition, l'inspection demande par sondage à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de justifier que les dangers pour le SDIS ont été identifiés et que les conditions et périmètre d'intervention ont été définis ;• de présenter la fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie. L'exploitant précise que les propriétaires des panneaux ont changés et les nouveaux (fond d'investissement suédois) ne dispose pas des documents techniques permettant de produire le document d'analyse des risques prévu à l'article 30 de l'AM du 04/10/2010. L'inspection confirme que cette analyse est essentielle et que la fiche doit être rédigée et partagée avec le SDIS. L'exploitant propose de faire intervenir un organisme de contrôle pour rédiger l'analyse des risques.
Écart à corriger : L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection les documents prévus à l'article 30 de l'AM du 04/10/2010 pour les installations existantes. En particulier l'exploitant doit produire l'analyse des risques liés à un choc électrique et rédiger, en lien avec le SDIS, la fiche précisant les conditions d'intervention en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

PC13 - Récolement VI 2019 – Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 4-II.
Thème(s) : Risques accidentels, canalisations de fluides dangereux
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : Suite au contrôle de 2019 l'inspection a demandé à la SCAV Vignobles Dom Brial de mettre à jour le plan des égouts et y faire apparaître l'ensemble des réseaux y compris la liaison entre les 2 sites et jusqu'au bassin de traitement des effluents. En réponse l'exploitant a mis à jour le plan des réseaux auquel était joint un extrait d'une vue aérienne repérant la position de la canalisation reliant le dégrilleur à la station d'épuration. L'exploitant présente en séance le dernier plan à jour au 1/300e daté du 12/05/2022 intégrant les dernières modifications. Le site est équipé d'un réseau séparatif. Le réseau des effluents est dirigé vers le dégrilleur puis par gravité, vers les bassins de traitement. L'exploitant précise qu'il existe 2 interconnexions possibles entre le réseau des effluents et le réseau pluvial afin, pendant les vendanges, de diriger ponctuellement des eaux de lavage d'installation situées à l'extérieur, devant subir un traitement, vers le réseau des effluents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC14 - Récolement VI 2019 – Contrôle étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 4-II.
Thème(s) : Risques accidentels, canalisations de fluides dangereux
Prescription contrôlée : Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres (alcool pur, solution de soude, SO ₂ ...) et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. [...]
Constats : La cave ne dispose pas de canalisation fixe de transport de fluides dangereux (alcool pur, solution de soude, SO ₂ ...). L'exploitant précise que l'alcool utilisé pour le mutage est transféré depuis le poste de déchargement dans une cuve en béton de 300hl à l'aide de tuyaux flexibles spécifiques pour l'alcool. A l'intérieur des caves les effluents sont transportés par des caniveaux. Suite au contrôle de 2019 l'inspection a demandé à la SCAV Vignobles Dom Brial de prévoir les modalités de contrôle de la canalisation externe afin de s'assurer de son bon état. En réponse l'exploitant a confirmé avoir mis en place une méthodologie pour contrôler la canalisation externe d'environ 500m, enterrée, reliant le dégrilleur et les bassins de traitement. Ce contrôle est réalisé par mise sous pression d'air (delta de 1 bar) de la canalisation et vérification du maintien de pression après 2 h. Le dernier contrôle (prévu annuellement) a été réalisé en avril 2022. Concernant le delta de pression, l'exploitant précise que la canalisation fonctionnant en gravitaire elle n'a pas été conçue pour résister à des pressions, c'est pourquoi le delta P est limité à 1 bar pour le test.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC15 - Autres thèmes – Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, liste produits dangereux
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.</p> <p>A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractère très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis l'inventaire des produits dangereux inventoriant 43 produits, et présente le classeur où sont regroupées les FDS. <p>Le site comprend 3 emplacements de stockage principaux (1 dans chaque cave et 1 à la mise en bouteille (atelier conditionnement). Le site comprend d'autres zones de stockage intermédiaires. Ces zones sont repérées sur le plan de repérage ICPE présenté en séance.</p> <p>Les produits liquides sont stockés dans des bidons et conteneur de 1 m³ positionnés sur des bacs de rétention avec caillebotis pour produits chimiques.</p> <p>Chaque zone comprend un affichage réglementaire qui précise si le produit est acide ou basique avec une différenciation par couleur.</p> <p>L'exploitant précise que les produits sont conservés dans leur emballage d'origine (comportant l'affichage réglementaire) et en cas de transvasement d'un conteneur de 1 m³ vers des bidons, les bidons d'origine sont en général utilisés. Si nécessaire l'étiquetage est repris sur la base du logiciel SEIRICH.</p> <p>L'inventaire précise : le nom du produit, les quantités max sur le site en kg, l'usage prévu, l'état (liquide / solide), les mentions de danger, la rubrique ICPE correspondante, le régime ICPE, les moyens de rétention.</p> <p>Cet inventaire confirme le non classement ICPE des stockages des produits dangereux excepté pour le stockage de SO₂ sous forme gazeuse qui relève de la rubrique 4130 (déclaration : quantité présente : 500 kg, seuil D : 200 kg, seuil A : 2t).</p> <p>Concernant l'alcool, l'exploitant précise que l'alcool est transvasé à réception dans 2 cuve de 30 m³ contenant des moûts (jus de raisin) et de ce fait est immédiatement dénaturé (autour de 40°). Par sondage l'inspection contrôle la présence des FDS de 2 produits figurant sur le registre.</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection a vérifié l'affichage au niveau des zones de stockage et l'étiquetage et sur les emballages.</p>
Observations : l'inspection rappelle le critère de classement pour l'alcool sous la rubrique 4755 : 50 m ³ pour un titre alcoométrique volumique supérieur 40 %. L'exploitant doit vérifier le classement du stockage d'alcool qui utilise 2 cuves de 30 m ³ soit 60 m ³ , l'alcool à 96 % dénaturé par mélange avec des moûts peut avoir un titre alcoométrique supérieur à 40 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :

PC16 - Autres thèmes – Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, mesure de prélèvement
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. La périodicité des relevés des consommations d'eau, tout en respectant un objectif d'économie, est adaptée à l'activité de la cave et à la consommation prévue. Pendant la période de vinification, un relevé ou mesure par quinzaine, au minimum, est réalisé. Pour les activités de soutirage et/ou de conditionnement un relevé ou mesure trimestriel est exigé.</p>
Constats : Le site de Baixas dispose de 4 points de prélèvement sur le réseau communal (le site ne dispose pas de forage), ces points sont équipés de dispositif de mesure totalisateur. <p>Le rejet d'effluent est également équipé d'un compteur.</p> <p>L'exploitant présente le cahier de suivi des effluents sur lequel sont reporté les informations de consommation d'eau et de volume d'effluents (relevés des compteurs entrée et sortie, volumes d'eau consommés et volumes d'effluent).</p> <p>Le registre 2021 fait ressortir une consommation d'eau de 6859 m³ et un volume d'effluents de 5846 m³.</p> <p>D'après le registre le relevé est réalisé tous les mois de novembre à août et toutes les semaines pendant les vendanges, en septembre et octobre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC17 - Autres thèmes – Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, forage
Prescription contrôlée : <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>
Constats : L'exploitant confirme l'absence de forage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC18 - Autres thèmes – Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, entretien installation de traitement
Prescription contrôlée : <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Depuis 1998, sur le site principal de Baixas, l'ensemble des effluents vinicoles est traité grâce à une station d'épuration dotée de deux bassins, équipés d'un système d'évaporation forcée. La surface de chaque bassin est de 1050 m ² soit une surface totale de 2100 m ² . Leur volume est de 1600 m ³ chacun, avec une hauteur d'eau maximale de 1,50 m et de 0,20 m en été. Sur une année de production « normale », un curage et un nettoyage annuel sont réalisés sur chaque bassin, avant la période des vendanges (en cas d'année pluvieuse le curage est reporté sur l'année suivante). <p>Le curage permet de récupérer environ 5 tonnes de boues qui sont évacuées à l'ancienne distillerie de Saint-Feliu-d'Avall pour compostage.</p> <p>Les effluents sont éliminés par évaporation et pour la partie résiduelle par épandage (cf point de contrôle PC19).</p> <p>Chaque bassin comprend une échelle limnimétrique positionnée au point le plus bas du bassin. La visite sur le site du bassin confirme l'absence d'odeur, la présence d'une clôture et d'un portail et l'entretien général satisfaisant.</p> <p>Les bassins permettent de réceptionner la totalité des effluents compte tenu de l'évaporation continue et forcée, (volume des bassins 3200 m³, volume d'effluents 6000 m³). Le plan d'épandage a été mis en place en sécurité, en cas d'année pluvieuse.</p> <p>Le traitement ne nécessite pas de suivi de paramètre excepté la hauteur des bassins. Les bassins font l'objet d'une surveillance visuelle une fois par semaine en période de vendange et une fois par mois en dehors.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC19 - Autres thèmes – Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif de traitement des rejets
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.
Constats : cf point de contrôle PC18 : l'exploitant confirme que la capacité du bassin équipé de 24 panneaux d'évaporation « Nucleos » est suffisante pour traiter l'ensemble des effluents (5846 m ³ pour 2021). Cette unité est dimensionnée pour le traitement annuel de 7000 à 8000 m ³ d'effluents. L'exploitant précise qu'une partie des effluents (590 m ³ sur 2021 et 220 m ³ en 2020) est éliminée en épandage sur la base d'un suivi agronomique réalisé par la chambre d'agriculture de l'Aude.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet